

le temps de  
*l'Eveil*

l'es ÉDUCATIFS  
ET SOLIDAIRES  
  
francas  
du doubs  
EMPLOIEUR ENGAGÉ AU SERVICE  
de l'enfance, de la jeunesse  
et des familles

## Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens entre

**LES COMMUNES d'ABBEVILLERS, BONDEVAL,  
BLAMONT, DANNEMARIE-LES-GLAY, DASLE,  
ECURCEY, GLAY, MESLIERES,  
PIERREFONTAINE-LES-BLAMONT, ROCHES-LES-  
BLAMONT, THULAY, VILLARS-les-BLAMONT,  
HERIMONCOURT, SELONCOURT, VANDONCOURT.**

**Et LES FRANCAS DU DOUBS  
Educatifs et solidaires**



ÉCOCITOYENNETÉ



PARENTALITÉ



JEUNESSE



ÉDUCATION  
POPULAIRE



NUMÉRIQUE



INCLUSION ET  
DIVERSITÉ



CULTURE



SOLIDARITÉ ET  
UTILITÉ SOCIALE



## ENTRE LES SOUSSIGNES

- Les Communes du secteur d'Hérimoncourt:

**ABBEVILLERS** représentée par le Maire, Joël VERNIER, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**BONDEVAL** représentée par le Maire, Guy BARBIER, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**BLAMONT** représentée par le Maire, Serge DELFILS, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**DANNEMARIE** représentée par le Maire, Philippe GASSER, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**DASLE** représentée par la Maire, Carole THOUESNY, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**ECURCEY** représentée par le Maire, André DUFRESNES, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**GLAY** représentée par le Maire, Christian MAILLARD, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**HERIMONCOURT** représentée par la Maire, Marie-France BOTTARLINI CAPUTO, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**MESLIERES** représentée par le Maire, Christian METHOT, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**PIERREFONTAINE-LES-BLAMONT** représentée par la Maire, Catherine MEUNIER, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**ROCHES LES BLAMONT** représentée par le Maire, Georges HABERSTICH, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**SELONCOURT** représentée par le Maire, Daniel BUCHWALDER, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° 20250128-10 en date du 28/01/2025,



**VANDONCOURT** représentée par le Maire, Dominique BOUVERESSE agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**VILLARS-les-BLAMONT** représentée par le Maire, Anselme DESMIRAZ, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

**THULAY** représentée par le Maire, Eric SALAS, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° ..... en date du .....,

Désignées ci-après « les communes »,

d'une part,

- L'association Les Francas du Doubs Educatifs et Solidaires, 21 rue l'Etuve – 25200 MONTBELIARD, représentée par son Président, Jean-Louis SCHNEIDER, dûment mandaté désignée ci-après « les Francas du Doubs Educatifs et Solidaires », d'autre part

Les Francas du Doubs :

<b>Reconnaissance au titre de la Jeunesse et de l'éducation populaire :</b> n° JEP/25-2023-26	<b>Agrément Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale :</b> 21 octobre 2020
<b>Association loi 1901</b> SIRET 77833015901202 RNA W252000121	

- **Le GIE L'Educatifs et Solidaires**

Immatriculation 981 978 109 RCS Besançon

L'association poursuit des actions portant sur un intérêt public local celui de la mise en œuvre du projet éducation et jeunesse et notamment **l'organisation et la gestion de la Petite Enfance par une structure « Relais Petite Enfance »**. Une association à but non lucratif dont les statuts prévoient la poursuite de missions d'intérêt général et d'utilité sociale.

# P

## réambule

L'association Francas du Doubs est une association administrée par conseil d'administration bénévole nommé Comité directeur qui a élu Jean-Louis Schneider Président de l'association. L'ensemble des fonctions des organes de gouvernance est exercé à titre gratuit et bénévole. Les administrateurs de l'association sont cooptés pour un mandat de quatre ans, renouvelable. Compte-tenu de la diversité des missions de l'association et de la spécificité des services gérés, un délégué général représente l'association pour coordonner, piloter et mettre en œuvre le projet de l'association Les Francas du Doubs. L'association Francas du Doubs est adhérente du Groupement d'intérêt Economique (GIE) à vocation sociale l'Educatifs et Solidaires. Cette organisation garantit une gestion saine, transparente auprès des financeurs, la mutualisation des ressources, l'accompagnement des salariés. Le groupement associatif regroupe toutes les associations organisées et œuvrant au service du territoire.

### LE PROJET ASSOCIATIF ET LES VALEURS DE L'ASSOCIATION :

Les Francas du Doubs est une association loi 1901 dont l'objectif conformément à sa déclaration en Préfecture du Doubs, fait œuvre d'éducation permanente. Créée en 1959, l'association apporte son concours aux collectivités territoriales pour créer et gérer des structures d'accueil et de loisirs péri et extra scolaires en milieu péri urbain et rural, et des équipements d'accueil, de garde éducative de la petite enfance. Depuis leur origine il y a 60 ans, Les Francas du Doubs agissent selon un principe de laïcité et fondent leurs actions sur des valeurs d'humanisme, de liberté, d'égalité, de solidarité et de paix... Ils assurent la promotion des loisirs éducatifs pour les enfants et les adolescents ; ils accompagnent tous ceux qui ont la charge ou qui se préoccupent de l'action éducative durant le temps libre ; ils rassemblent et mobilisent les animateurs, les directeurs et les responsables des collectivités, acteurs des politiques éducatives et contributeurs d'un projet local d'éducation. Les Francas du Doubs assurent la promotion de la participation citoyenne des enfants et des jeunes dans leur environnement quotidien, soutiennent l'implication des familles, et concourent aux politiques de développement local des collectivités.

Les Francas du Doubs, association agréée « Entreprise Solidaire à Utilité sociale » en application de la loi relative à l'économie sociale et solidaire de 2014, ayant pour objectif de créer un écosystème favorable au développement des acteurs de l'économie sociale et solidaire s'engage dans une triple dimension sociale, environnementale, locale. Elle porte l'action éducative locale, la co-construction et la mobilisation de l'ensemble des acteurs d'un territoire. Elle mobilise des réponses innovantes sur le territoire selon les dispositifs multiples : tiers lieux, espace de vie social, conseil d'habitants, médiation



parentale, forum et accueil social. Toujours en réponse aux besoins des publics et des territoires, nous avons investi de nouveaux espaces éducatifs autour des fondamentaux de l'éducation populaire et ce, afin de réinvestir l'espace urbain, le lien intergénérationnel, le lien parents-enfants, et enfin de répondre aux enjeux de territoire liés à la fracture sociale, rurale ou numérique. La structuration de notre espace numérique et de nos savoirs faire autour des professionnels au sein de nos équipes et grâce à de nouveaux partenaires.

L'association poursuit des actions portant sur un intérêt public local celui de la mise en œuvre du projet éducation et jeunesse sur le territoire des communes.

## **LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

Le projet associatif approuvé en décembre 2020 inscrit dans son projet départemental la promotion des 17 ODD, objectifs de développement durable et ce, afin de contribuer aux engagements de l'agenda 2030 et du comité 21. Depuis le 3 janvier 2022, les associations et les fondations peuvent être tenues de souscrire un contrat d'engagement républicain. Aux termes du contrat d'engagement républicain, Les Francas du Doubs s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité et de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

Nous sommes partenaires de la Caisse d'Allocations Familiales et avons signé la Charte de la laïcité. « Ce texte vise à renforcer la transmission des valeurs au cœur de l'action des CAF et de ses partenaires, comme la neutralité et la solidarité ». Tous les engagements de l'association sont publiés sur le site internet <https://www.francas-doubs.fr/nos-engagements/>



## **Objet de la convention d'objectifs et de moyens**

Depuis de nombreuses années la volonté municipale des Communes du secteur d'HERIMONCOURT a toujours été de développer d'une part, des loisirs éducatifs de qualité et ce en complémentarité avec l'école et d'autre part, une politique sociale et familiale dans les domaines de la petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, du temps libre et de la vie sociale.

Dans le cadre de sa politique éducative et sociale locale, en appui à la Convention Territoriale Globale de la Caisse d'Allocations Familiales du Doubs, les communes du secteur d'HERIMONCOURT prennent acte que l'Association des Francas du Doubs Educatifs et Solidaires a pour objectif l'animation sociale et éducative des enfants et des jeunes, des familles et des habitants.

L'association les Francas du Doubs Educatifs et Solidaires s'engagent, pour la durée de la présente convention à réaliser :

La gestion et l'animation du Relais Petite Enfance dont les missions en référence au cadre institutionnel sont décrites ci-dessous :

- Le RPE est un service de référence de l'accueil du jeune enfant pour les parents et les professionnels
- Informer les professionnels
- Proposer des temps d'échange et d'écoute
- Organiser des ateliers d'éveil
- Accompagner le parcours de la formation continue
- Lutter contre la sous-activité subie des assistants maternels
- Promouvoir le métier d'assistant maternel
- Accompagner le territoire dans sa politique petite enfance

#### **Information et accompagnement des familles :**

- Informer les familles sur l'ensemble des offres d'accueil sur le territoire
- Valoriser et répondre aux demandes en ligne
- Informer sur le coût des modes d'accueil, des aides et les démarches à effectuer
- Favoriser la mise en relation entre les parents et les assistants maternels
- Accompagner les parents dans l'appropriation dans le rôle de particulier employeur
- Développer un partenariat constructif et des relations de confiance avec les familles, l'ensemble des services, les institutions et associations concernées pour permettre un travail cohérent autour de l'enfant.
- Etablir une relation constructive avec les parents, basée sur le respect mutuel et l'écoute, permettre leur implication.
- Développer des partenariats locaux, par la mutualisation des moyens (temps passerelle avec l'organisation scolaire et périscolaire).

### **ARTICLE 1 – CHAMP COUVERT PAR LA CONVENTION, périmètre d'intervention de l'association gestionnaire**

#### **1.1 Le gestionnaire s'engage :**

Dès le 1er janvier et pour la durée de la présente convention à réaliser la gestion et l'animation du Relais Petite Enfance : proposer, dans le respect de tous les textes de loi en vigueur tant en matière de réglementation que de qualifications, des accueils pour vivre et grandir ensemble dans les écoles ou les



locaux mis à disposition par les communes selon les conditions précisées en **annexe** de la présente convention.

La présente convention n'est pas la contrepartie d'une prestation de service individualisée.

La subvention ne peut donc être apparentée à un contrat de la commande publique dans le cadre duquel la personne publique exprime un besoin qui lui est propre, qu'elle demande à un prestataire de satisfaire en contrepartie d'un prix ou d'une rémunération.

L'article 59 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire a inséré un article 9-1 dans la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Cet article 9-1 définit les subventions de la manière suivante :

*« Constituent des subventions, au sens de la présente loi, les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. » « Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. »*

## **ARTICLE 2 - MODALITES APPLICABLES AU PARTENARIAT DANS LE CADRE D'UNE SUBVENTION**

Le gestionnaire est le partenaire des collectivités publiques. L'association s'engage, pour la durée de la présente convention à réaliser, selon les modalités décrites ci-après à participer à la gestion et l'animation du Relais Petite Enfance du secteur d'HERIMONCOURT.

La subvention a vocation à contribuer au développement d'un projet local de territoire, conçu et initié par l'association. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'association est dotée d'un groupement d'intérêt économique et social en charge de la gestion du personnel sous mandat de gestion des associations fondatrices. Le GIE assure une mission quotidienne de gestion des associations permettant l'harmonisation des techniques de gestion entre les structures et associations du groupe. Pour mener à bien leurs missions et projets, chaque association adhère donc au groupement d'intérêt Economique (GIE) lequel permet de déployer les ressources et personnels sur les territoires et les activités associées.



L'association est membre d'une fédération nationale reconnue d'utilité publique laquelle peut justifier une contribution en qualité d'adhérent affilié à ladite fédération.

La charte des engagements réciproques, signée le 14 février 2014, détermine les principes d'action communs et spécifiques qui doivent guider les relations entre les pouvoirs publics et les associations dans une démarche de co-construction.

### **ARTICLE 3 - MODALITES ET MISES EN ŒUVRE DES OBJECTIFS OPERATIONNELS**

Le projet éducatif de l'association doit permettre à chaque enfant de s'exprimer et de participer à des temps de concertation et d'implication renforcée dans les différents projets et manifestations des communes, pour faire évoluer ses choix et ses décisions.

Les objectifs et actions complémentaires seront portés en annexe de la présente convention. Un calendrier de réalisation, les évolutions des activités du gestionnaire prévue dans le cadre de la convention fera l'objet d'un bilan à l'issue de la période de la convention afin de retracer les évolutions quantitatives et qualitatives.

Les communes attendent de l'association gestionnaire qu'elle apporte une dynamique aux actions conduites en direction des jeunes enfants et des familles et assistants maternels sur leurs temps de vie, par une mise en réseau, et par la mise en œuvre d'actions pédagogiques. (Temps d'éveil, de formation, de regroupement)

### **ARTICLE 4 - ELEMENTS FINANCIERS DE LA CONVENTION**

Les communes s'engagent à prendre en charge financièrement la participation demandée par les Francas du Doubs Educatifs et Solidaires pour animer et gérer le Relais Petite Enfance. La répartition des charges entre les communes est réalisée en fonction du nombre d'habitants selon le dernier recensement général de la population connu.

La participation des communes se fera sous la forme de la mise à disposition de moyens (locaux, matériel) et sous la forme de versement de subventions. Ces subventions s'ajouteront aux subventions qui pourront être obtenues d'autres organismes et à toutes recettes autorisées par la loi.

D'éventuels nouveaux investissements doivent faire l'objet d'un accord préalable de toutes les communes sur la base d'une répartition des coûts au prorata du nombre d'habitants. Ils doivent être précisés au vote du budget du RPE.

La répartition de la subvention communale est construite sur la base :



- Du nombre d'habitants par commune selon les statistiques INSEE. Ces données sont réactualisées chaque année lors de la construction du prévisionnel.

Le montant de la subvention ne doit pas excéder le coût de mise en œuvre du projet déployé sur le territoire des communes concernées par le RPE, ce qui suppose l'établissement d'un budget prévisionnel. Dans le cadre de la convention, le budget de référence est fixé pour sa durée en annexe 2. La subvention est affectée à la réalisation des activités liées au projet éducatif et social proposé par l'association des Francas du Doubs Educatifs et Solidaires.

#### **4.1 Les modalités de versement des subventions allouées**

Les communes associées s'engagent à financer et à participer au financement du programme annuel défini conjointement selon les conditions définies ci-après :

- un premier versement en Juin, par commune, au prorata du nombre d'habitants représentant 100 % de la subvention allouée
- Le solde de l'année N-1 sur présentation du compte d'exploitation sera effectué après que son montant définitif ait été arrêté conjointement par la commune et le GIE Educatifs et Solidaires, et fera l'objet d'une facturation au plus tard au mois de juin de l'année N.

La commune s'engage à verser une subvention d'équilibre dans la limite d'un déficit ne pouvant excéder 5 % de la subvention prévue au regard du budget prévisionnel.

Si en cours d'année, d'autres projets étaient envisagés et nécessitant un engagement financier supplémentaire, ceci devrait faire l'objet d'une décision modificative sous forme d'avenant transmise par courrier par l'association gestionnaire.

#### **ARTICLE 5 - La présentation comptable de la subvention**

L'association gestionnaire réalisera avant détermination des résultats, les provisions réglementées conformes au plan comptable et affectera les résultats conformément aux possibilités données par la réglementation en vigueur afin de réaliser les objectifs du contrat, lisser les éventuels surcoûts ou assurer le retour à un équilibre.

##### **5.1 Les modalités d'affectation du résultat**

Le résultat excédentaire d'exploitation peut être affecté :

- Au financement de projets ultérieurs en co-financement avec les collectivités (Fonds dédiés)
- Au financement des mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices ultérieurs ou à un compte de réserve de trésorerie dans la limite de la couverture de besoin en fonds

de roulement, ou à des mesures d'exploitation n'accroissant par les charges d'exploitation des exercices.

En cas d'écart budgétaire négatif et notamment de résultat déficitaire d'exploitation, il est prévu l'utilisation d'un report à nouveau déficitaire lequel sera compensé pendant la durée de la convention et soumis à l'équilibre en fin de convention.

En application de l'article 106.2 du traité sur le fonctionnement de l'union européenne aux aides d'état sous la forme de compensations de service public accordées à certaines entreprises chargées de la gestion sous peine d'être repris par l'autorité publique, l'excédent doit pouvoir être qualifié de raisonnable lors du contrôle de l'emploi de la subvention.

## **5.2 Le financement complémentaire par subvention sur projets**

En complément de la subvention accordée pour assurer le financement du présent programme à la formation, il est autorisé le recours à des financements complémentaires.

Les subventions sur projets doivent faire l'objet d'un suivi précis de l'emploi des fonds. D'autre part, lorsqu'une subvention sur projets n'a pu être utilisée en totalité au cours de l'exercice, le solde « non consommé » au 31 décembre est inscrit en charges sous la rubrique 689 « engagements à réaliser sur subventions attribuées » et au passif du bilan dans le compte 194 « fonds dédiés ». A l'ouverture de l'exercice suivant, le fonds dédié est réaffecté en produits par le compte 789 « Report des subventions attribuées non utilisées des exercices antérieurs ».

Le projet défini doit être conforme à la réalisation de l'objet de l'association et être clairement identifié, dont notamment les coûts imputables au projet devant être nettement individualisés analytiquement et dans le cadre d'une annexe au budget prévisionnel.

## **5.3 Le contrôle financier par le financeur / les collectivités**

L'association gestionnaire Les Francas du Doubs Educatifs et Solidaires ne peut pas reverser tout ou partie de la subvention reçue à un autre organisme ni mettre ultérieurement cette subvention à la libre disposition de celui qui l'a accordée.

Un compte-rendu d'activités permettra notamment de constater que le programme, ou l'action financé antérieurement, se déroule normalement et que la subvention est employée conformément à son objet, ainsi que le budget prévisionnel pour lequel la subvention est demandée.



## **ARTICLE 6 Eléments matériels de la convention**

### **6.1 Mise à disposition des locaux**

Par convention avec la ville d'HERIMONCOURT Les Francas bénéficient de la mise à disposition de locaux communaux qu'elle prendra en l'état, déclarant avoir connaissance de leurs avantages et défauts.

La mise à disposition des locaux est soumise à un loyer d'un montant annuel de 4 100 euros qui seront facturés à l'association des Francas du Doubs Educatifs et Solidaires par le trésor Public et indiqués dans le budget prévisionnel de l'action.

La commune d'HERIMONCOURT s'engage à prendre en charge les frais correspondants à l'entretien des bâtiments et à en assumer directement la responsabilité juridique.

Les communes s'engagent à prendre en charge les frais de fonctionnement des locaux mis à disposition (eau, électricité, chauffage). La mairie d'HERIMONCOURT refacturera le loyer (en intégrant les charges) à l'association des Francas.

La commune d'HERIMONCOURT s'engage à mettre à disposition de l'association gestionnaire des locaux adaptés permettant la réalisation des actions décrites à l'article 1. Toute détérioration des locaux provenant d'une négligence des membres ou salariés ou des tiers dont ils ont la surveillance devra faire l'objet d'une remise en l'état à leurs frais. A ce titre, ils fourniront à la commune d'HERIMONCOURT, copies des factures attestant de la réalité des réparations effectuées.

Ces locaux sont destinés à accueillir le personnel de l'Association pour leurs tâches de travail administratif, de préparation pédagogique et d'animation. Ces locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles citées précédemment sans l'accord préalable des deux parties.

L'utilisation des locaux et matériels mis à disposition sera exclusive pour les jours et heures de fonctionnement conventionnés.

La convention porte au profit de l'association gestionnaire, l'autorisation d'occupation du domaine public de la commune. Au-delà des droits exclusifs qui sont accordés par la commune d'HERIMONCOURT à l'association gestionnaire pour l'exercice de ses missions, la collectivité s'engage à tout mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution de celles-ci en donnant un droit d'accès prioritaire aux infrastructures et aux équipements publics disponibles en cas d'accès momentanément impossible aux salles prévues.

La commune d'HERIMONCOURT, en sa qualité de propriétaire des locaux, convoquera en temps utile les commissions de sécurité et transmettra les rapports au mandataire. En cas de changement ou de modification de l'objet de l'association Francas du Doubs Educatifs et Solidaires, celle-ci s'engage à avertir sans délai et par écrit à la commune d'HERIMONCOURT.

## **6.2 Les moyens matériels**

L'association s'engage à fournir le matériel pédagogique adapté aux publics et nécessaire à la réalisation des actions décrites à l'article 1 et en annexes.

## **6.3 Règlement intérieur applicable**

Le règlement intérieur du Relais Petite Enfance est disponible sur le site d'accueil.

## **6.4 Protection des données**

Les dispositions du cahier des charges relatives au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016, dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » ou « RGPD » complété de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite "loi informatique et libertés" modifiée s'appliquent.

L'association gestionnaire s'est engagée à respecter l'obligation de confidentialité et a pris des mesures particulières de sécurité garantissant l'exécution des prestations.

## **6.5 Assurance**

L'association s'engage à contracter toutes les polices d'assurances, pour y garantir leur responsabilité civile (membres et/ou tiers).

## **ARTICLE 7 – EVALUATION ET BILAN DE LA CONVENTION**

Les représentants des communes rencontreront, au moins deux fois par an, le représentant de l'association gestionnaire pour évaluer d'un commun accord les conditions et les évolutions possibles à apporter au projet local.

- Un rapport d'activité annuel sera transmis par l'Association aux communes, faisant état des projets réalisés pendant l'année scolaire écoulée. Des réunions de régulation pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

## **ARTICLE 8 – MODIFICATION, RECONDUCTION ET RESILIATION**

Chacune des deux parties peut demander la révision ou la résiliation du contrat en cas de modification substantielle des dispositions législatives et/ou réglementaires qui rendent l'exécution impossible du présent contrat par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 1er septembre de l'année en cours. Le contrat peut faire l'objet d'une révision pour tenir compte de nouvelles orientations nationales ou de l'évolution de celle du gestionnaire sans attendre l'échéance de la convention. En accord entre les



parties, les objectifs et actions (en annexe) aussi bien que les éléments financiers du contrat peuvent être modifiés en cours de contrat. Toute modification à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 9 – APPLICATION DU CADRE LEGAL RELATIF AU TRANSFERT LEGAL DES SALARIES**

Lorsque la convention, signée pour une durée déterminée, arrive à son terme, l'association devra répondre aux obligations en matière de transfert légal des salariés.

Considérant qu'il s'agit d'un transfert légal des salariés, en application des dispositions de l'article L. 1224-1 et suivant du code du travail, l'association dressera la liste des salariés affectés à l'exploitation du Relais Petite Enfance et demande la poursuite des contrats de travail.

Les collectivités informeront l'association gestionnaire selon les modalités convenues à l'article 8 de la présente convention, de son choix de transférer l'activité à un autre gestionnaire, de modifier le cadre contractuel ou de reprendre l'activité en régie.

## **ARTICLE 10 – CONCILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie, d'un ou des engagements substantiels contenus dans la présente convention, cette dernière pourra être dénoncée par l'une d'elles, après mise en place d'une procédure de conciliation (réunion(s) préalable(s) avec compte rendu(s) écrit(s) et documents à l'appui). Dans ce cas cette décision devrait être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 30 juin de l'année en cours afin d'entrer en application au 1er septembre de l'année suivante.

Après avoir épuisé toutes les voies de règlement à l'amiable, le Tribunal Administratif sera le dernier recours.

## **ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention débute à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour une durée de 4 ans. Le terme de la convention est ainsi fixé au 31 décembre 2027.

le temps de  
l'Éveil

les  
ÉDUCATIFS  
ET SOLIDAIRES

les  
ÉDUCATIFS  
ET SOLIDAIRES  
francas  
du Doubs  
Association Française des Services  
de l'enfance, de la jeunesse  
et des familles



## Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024-2027 Relais Petite Enfance

Le Président de l'Association Francas du Doubs

Le Président du GIE Educatifs et Solidaires

Jean-Louis SCHNEIDER

Fait à ....., le .....

Signature et cachet :

Le Maire de SELONCOURT

Daniel BUCHWALDER

Fait à Seloncourt, le 28/01/2025

Signature et cachet :

 



## ANNEXES

ANNEXE 1 - CADRE DE LA REGLEMENTATION DU CHAMP COUVERT PAR LE CONTRAT

RAISON SOCIAL ETABLISSEMENT	CATEGORIE	REGLEMENTATION / AGREMENT
SIRET GEOGRAPHIQUE	Code de l'action sociale et des familles	<p>Mineurs accueillis hors du domicile parental :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- partie législative : <a href="#">articles L227-1 à L227-12</a></li> <li>- partie réglementaire : <a href="#">articles R227-1 à R227-30</a></li> </ul> <p>Contrôles (incapacités d'exercer) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- partie législative : <a href="#">article L133-6</a></li> </ul> <p>Personnels pédagogiques occasionnels des ACM (contrat d'engagement éducatif et brevets BAFA/BAFD) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-partie législative : <a href="#">articles L432-1 à L432-6</a></li> <li>-partie réglementaire : <a href="#">articles D 432-1 à D 432-20</a></li> </ul>
	Code de la santé publique	<p>Etablissement d'accueil des enfants de moins de six ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- partie législative : <a href="#">articles L2324-1 à L2324-4 et L2326-4</a></li> <li>- partie réglementaire : <a href="#">articles R2324-10 à R2324-13, R2324-14 et R2324-15</a></li> </ul>
	Code de l'éducation	<p>Activités périscolaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- partie législative : <a href="#">Article L551-1</a></li> <li>- partie réglementaire : <a href="#">article R 551-13</a></li> </ul>



ANNEXE 2



**PREVISIONNEL 2024 - REPARTITION**

	Nombre d'habitants INSEE 2021	Nombre d'habitants INSEE 2019	Ecart habitants 2021 vs 2019	Pourcentage Nb Habitants INSEE 2021	Budget 2024	Poids de la participation financière
Abbévillers	1 090	1 059	31	6,36%	852 €	7,27%
Bondeval	479	475	4	2,79%	375 €	3,19%
Blamont	1 224	1 210	14	7,14%	957 €	8,16%
Dannemarie	118	112	6	0,69%	92 €	0,79%
Ecurcey	263	265	-2	1,53%	206 €	1,75%
Glav	339	339	0	1,98%	265 €	2,26%
Meslières	338	346	-8	1,97%	264 €	2,25%
Pierrefontaine-les- Blamont	477	470	7	2,78%	373 €	3,18%
Roches-les-Blamont	616	617	-1	3,59%	482 €	4,11%
Thulay	209	213	-4	1,22%	163 €	1,39%
Villars-les-Blamont	441	441	0	2,57%	345 €	2,94%
Dasle	1 379	1 392	-13	8,04%	1 078 €	9,20%
Hérimoncourt	3 575	3 662	-87	20,85%	2 796 €	23,84%
Seloncourt	5 784	5 726	58	33,73%	2 841 €	24,23%
Vandoncourt	814	815	-1	4,75%	637 €	5,43%
<b>TOTAL</b>	<b>17 146</b>	<b>17 142</b>	<b>4</b>	<b>100,00%</b>	<b>11 726 €</b>	<b>100%</b>

- €







Relais petite enfance Secteur Hérimoncourt

le temps de l'éveil

Année budgétaire 2024

CHARGES PAR NATURE		2 024
606310	CHARGES DIVERSES	7 346
601100	PETIT MATERIEL P/ ACT. EDUCAT.	400
601000	FOURNITURES POUR ACTIVITE	1 000
606200	ACHAT DE DENREES ALIMENTAIRES (dont goûters)	0
621400	MISE A DISPOSITION	0
623600	PUBLICITE PRESSE	300
622300	CONTRIBUTION A L'INFORMATISATION , A LA GESTION DES EMPLOIS ET DES COMPETENCES	950
622310	PRESTATION ACCOMPAGNEMENT AUX PROJETS EDUCATIFS	970
624200	TRANSPORTS REGULIER RAMASSAGE	0
624210	TRANSPORTS DES ENFANTS	0
641100	INDEMNITES ET CHARGES COORDINATION	4 481
641400	INDEMNITES PERSONNEL	33 106
641410	INDEMNITES PERSONNEL SERVICE	0
641420	INDEMNITES OCCASIONNELS	0
645400	IMPÔTS&CHARGES SOCIALES PERSONNEL	14 888
645410	IMPÔTS&CHARGES SOCIALES SERVICE	0
645420	IMPÔTS&CHARGES SOCIALES OCCASIONNELS	0
658000	FRAIS DE GESTION (dont MAD de matériel et logiciel )	2 057
681120	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	217
671800	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0
<b>TOTAUX</b>		<b>65 714</b>

PRODUITS PAR NATURE		2 024
706311	PARTICIPATION DES FAMILLES	0
706320	PARTICIPATION COMMUNALE	11 726
706330	PARTICIPATION CAF PRESTATIONS SERVICE	31 486
706330	PARTICIPATION CAF BONUS CTG	14 084
706331	PARTICIPATION CAF AIDE AUX TEMPS LIBRES	0
706400	AUTRES PRODUITS ACCESSOIRES	0
741110	SUBVENTIONS ETAT CIUCS	0
741220	SUBVENTIONS ACSE	0
748300	SUBVENTIONS CAF	0
748500	SUBVENTIONS CAGB	0
742000	SUBVENTION CONSEIL GENERAL	8 418
748000	AUTRES SUBVENTIONS	0
771800	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0
791000	CNASEA ETAT (emploi jeune, CAE)	0
791001	CONSEIL REGIONAL (tremplin associatif)	0
<b>TOTAUX</b>		<b>65 714</b>

- 87 -

Accusé de réception en préfecture  
025-212505390-20250128-DCM20250128-10-DE  
Date de télétransmission : 29/01/2025  
Date de réception préfecture : 29/01/2025